

COMMUNIQUE DE PRESSE

CYBERMALVEILLANCE.GOUV.FR LANCE UN RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES CYBER POUR LES PRESTATAIRES, EN COLLABORATION AVEC LE GROUPE AFNOR, LE CAMPUS RÉGIONAL DE CYBERSÉCURITÉ ET DE CONFIANCE NUMÉRIQUE NOUVELLE AQUITAINE (C3NA) ET LE CENTRE DE FORMATION DE L'ANSSI

Paris le 15 mars 2023 – A l'aube de l'ouverture du salon d'IT Partners, Cybermalveillance.gouv.fr profite du RDV de la communauté des décideurs du Channel IT français pour dévoiler le Référentiel de Compétences Cyber pour les Prestataires (RCCP). Destiné aux TPE-PME et en libre accès, le RCCP a pour objectif d'accompagner les prestataires de services informatiques dans le développement de leurs compétences dans ce domaine.

La crise sanitaire a joué un vrai rôle d'accélérateur dans la transformation numérique des entreprises mais cette mutation n'a pas forcément été accompagnée d'une sécurisation de leurs infrastructures et du support d'un prestataire de confiance compétent en cybersécurité.

Le label ExpertCyber, une première réponse pour reconnaître l'expertise cyber

Dans ce contexte, la mise en place du label ExpertCyber a apporté une première réponse aux entreprises. Il leur permet ainsi d'identifier des prestataires compétents pour sécuriser leurs systèmes ou les assister en cas d'attaque. Toutefois, face à la pénurie de compétences dans les territoires, il était urgent de mettre en place d'autres leviers pour augmenter le nombre de spécialistes en Cyber.

C'est précisément de ce constat qu'est né le Référentiel de Compétences Cyber pour les Prestataires (RCCP).

Le RCCP, une initiative vertueuse pour répondre à la pénurie de compétences

Basé sur le cadre méthodologique du NIST*, ce référentiel constitue un état de l'art en matière de cybersécurité pour les prestataires s'adressant aux TPE-PME. Il intègre de façon exhaustive, à travers 5 activités majeures - *Identifier, Protéger, Détecter, Répondre et enfin Rétablir* - une cinquantaine de domaines de compétences comme la téléphonie, l'architecture réseaux, la remédiation ou encore la gestion de la crise.

« Les organismes de formation auxquels il est prioritairement destiné vont pouvoir s'emparer de ce référentiel et s'appuyer sur un socle de compétences commun pour construire des modules ou des parcours d'apprentissage correspondant aux besoins des prestataires informatiques. Ces prestataires



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

pourront alors se spécialiser en cybersécurité et ainsi apporter un niveau de réponse adapté à une clientèle de TPE-PME, de petites et moyennes collectivités et d'associations sur l'ensemble du territoire » a déclaré Jérôme Notin, Directeur Général de Cybermalveillance.gouv.fr.



Assistance et prévention
en sécurité numérique

« Il y a 3 000 prestataires généralistes en IT en France et compte tenu des enjeux, nous sommes encore loin d'avoir atteint un niveau d'expertise cyber permettant de satisfaire les besoins des entreprises. Ce référentiel nous offre un cadre et une direction pour guider les prestataires et leur permettre de savoir où porter leurs efforts en matière de formation et d'élever leur niveau de maturité, pour répondre aux besoins croissants. Le référentiel

s'impose comme une initiative indispensable et constructive qui va également permettre d'élever leur niveau d'expertise en leur donnant l'opportunité de faire de cet enjeu sociétal qu'est la cyber une priorité. Ils ont en effet un rôle essentiel et responsable à jouer vis à vis de leurs clients » a déclaré Olivier Marty Vice Président de la Fédération Eben en charge de l'IT et des Télécoms.

*« Il manque actuellement 15 000 experts de la cybersécurité en France et les adhérents de Numeum, qui représente 2300 Entreprises de Services du Numérique, Editeurs et Plateformes en France**, sont de plus en plus sollicités par leurs clients sur ces enjeux clés.*

Or, pour un professionnel du numérique, il n'est pas toujours évident de savoir exactement quels sujets maîtriser pour disposer de l'expertise cyber. Sur la base de ce référentiel fondamental, les prestataires pourront s'appuyer sur des formations professionnelles pragmatiques. Ils pourront alors faire reconnaître leur expertise, ce qui constituera ainsi un véritable levier de développement commercial », a déclaré Nolwenn Le Ster, Présidente de la Commission Cybersécurité de Numeum et Head of Cybersecurity de Capgemini France.

Le groupe AFNOR, le Campus régional de Cybersécurité et de Confiance numérique Nouvelle Aquitaine (C3NA), le Centre de Formation de l'ANSSI (CFSSI) et Cybermalveillance.gouv.fr ont conçu le RCCP dans une démarche collaborative. L'objectif est de contribuer à la montée en compétences des prestataires "terrain". Ils constituent en effet un maillon indispensable dans la chaîne de sécurisation nécessaire à la résilience économique de la nation.

**NIST : National Institute of Standards and Technology*

***et plus de 85 % du chiffre d'affaires du secteur - Source Numeum*

Contact presse : Béatrice Hervieu - presse@cybermalveillance.gouv.fr - 01 83 75 14 10

A propos de Cybermalveillance.gouv.fr

Cybermalveillance.gouv.fr est le dispositif national d'assistance aux victimes d'actes de cybermalveillance, de sensibilisation aux risques numériques et d'observation de la menace sur le territoire français. Ses publics sont les particuliers, les entreprises (hors opérateurs régulés), les associations et les collectivités territoriales. Le dispositif est piloté par une instance de coordination, le Groupement d'intérêt public (GIP) ACYMA, composé de plus de 60



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

membres issus du secteur public, du privé et du domaine associatif,

et qui contribuent à sa mission d'intérêt général.

Cybermalveillance.gouv.fr référence sur sa plateforme des professionnels en

sécurité numérique, répartis sur tout le territoire français, pour venir en aide aux victimes. En 2022,

Cybermalveillance.gouv.fr a assisté 280 000 victimes et accueilli 3,8 millions de visiteurs uniques sur sa plateforme

www.cybermalveillance.gouv.fr



Assistance et prévention
en sécurité numérique

PREMIÈRE MINISTRE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES OUTRE-MER

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MINISTÈRE DES ARMÉES

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

